

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 18/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COVED**

Rue d'Ensisheim  
68190 Ungersheim

Références : 0003013105\_2023\_10\_05\_COVED richwiller\_VIIDEEE

Code AIOT : 0003013105

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement COVED implanté Zone industrielle Sud Rue de la Paix 68120 Richwiller. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED
- Zone industrielle Sud Rue de la Paix 68120 Richwiller
- Code AIOT : 0003013105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site COVED de Richwiller effectue notamment des opérations de collecte et tri de déchets (déchets dangereux, DEEE, métaux, ...).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le traitement des déchets DEEE

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Décret du 06/06/2018, article annexe	Sans objet
2	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
3	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
5	Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article annexe I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle n'a pas mis en évidence de non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, article annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2790
<b>Prescription contrôlée :</b> 2790. Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 : régime de l'autorisation
<b>Constats :</b> L'Arrêté du 10 mai 2019 autorise l'exploitant à traiter 4000 t par an pour la rubrique 2790. Pour l'année 2022 l'activité concernant cette rubrique était de 3137 tonnes. La prescription est donc respectée.  Le traitement ne concerne pas les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE). Pour les DEEE, les opérations réalisées concernent le retrait des bouteilles de gaz, des piles, ... Ces activités ne relèvent pas de la rubrique 2790.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un écoorganisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits'(...). V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.(...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a souscrit un contrat avec l'éco-organisme Ecologic. La copie de ce contrat a été fournie à l'inspecteur de l'environnement
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne

détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspecteur des installations classées un extrait d'un registre issu de trackdéchet pour le début d'année 2023. La traçabilité des déchets est assurée sur trackdéchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un extrait du registre chronologique de 2023. Le registre présenté n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires d'entrepôts de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement et les installations de tri et traitement de ces mêmes déchets répondent aux exigences fixées au I de l'annexe du présent arrêté.  I.-Exigences techniques au sens de l'article 1er du présent arrêté  1. Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :  -pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraissateurs.
<b>Constats :</b> Les aires de regroupements sont imperméables et clairement identifiées en fonction du type de déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite